

Le droit et les lois

Messages à faire passer :

- Le droit (ce qui est juste) est le fondement véritable de la loi.
- La loi, c'est ce qui est juste et est décrété par celui qui a la charge de la communauté humaine, cette charge étant aussi une charge morale (« charge d'âmes »).
- Les lois humaines sont relatives mais pourtant respectables.

Éléments pour comprendre :

Le droit

Le droit, c'est « ce qui est juste », comme on dit : « je viens réclamer mon droit ! » (donc, c'est un principe immuable ; même si les applications concrètes du droit, l'objet du droit, varie). Le droit est inviolable (en soi) et peut être garanti par la coercition (l'usage de la force pour le faire respecter).

Mais certains ont d'autres façons de définir le droit : les positivistes (ou les relativistes) diront que le droit, c'est « ce qui est écrit dans la loi » (donc, c'est variable) ; et les communistes diront que le droit, c'est « ce qui résulte de la force victorieuse, de la révolution » (donc, c'est variable). Aujourd'hui, beaucoup de nos contemporains confondent « légal » (écrit dans le code de lois républicaines) et « légitime » (juste devant Dieu). Pour eux, les lois ne sont que des convenances humaines ratifiées par la majorité, ou l'autorité qui représente cette majorité. Ils ne voient pas le lien transcendantal qui existe, le lien avec Dieu.

Une loi humaine devrait être légitime, en soi, pour mériter pleinement le titre de loi ; mais les lois sont évolutives, perfectibles, et hélas manipulables... Nous, catholiques, nous permettons donc de distinguer les lois « justes » (légitimes) et les lois « injustes » (arbitraires, illégitimes).

Le droit suppose un titre à faire valoir ce droit (ex : je suis l'auteur de l'œuvre, je suis le propriétaire du tracteur, etc.), que l'on doit être en mesure de prouver soit directement (papier) soit indirectement (témoignage d'autrui, serment).

Le droit (« ce qui est juste ») est à la fois exigible et renonçable. Cela veut dire que je peux tout à fait exiger mon droit, fut-ce pour une queue de cerise. Mais cela veut dire aussi que je peux « laisser tomber », que je peux renoncer à obtenir justice, soit parce que cela me paraît démesuré (négligeable), soit parce que je veux faire un cadeau à quelqu'un. Par exemple : je renonce à réclamer mes droits de propriété intellectuelle, que vous avez omis de me demander poliment ou de m'acheter, parce que vous avez utilisé mon invention pour faire le bien.

Certains droits sont irrenonçables : se sont ceux qui n'impliquent pas que moi : le droit à la légitime défense d'autrui, à la fidélité conjugale du conjoint marié, etc. On distinguera donc les droits inaliénables (considérés comme le minimum de respect dû à une personne) et les droits aliénables (si il y a une juste proportion, par exemple en cas de force majeure, en vue du bien commun, etc.).

Les lois

La loi, c'est « un ordonnancement de la droite raison, émanant de celui qui a l'autorité, promulguée en vue du bien commun ». Elle doit exprimer le droit, ce qui est juste, ce qui est convenable. La loi peut ordonner, interdire, ou permettre. On peut supporter une loi injuste comme on tolère un moindre mal, ou renoncer à son droit en vue de préserver un bien plus grand.

La loi est faite pour la personne, et non la personne pour la loi ! La vertu d'épikie est

nécessaire pour que la loi demeure juste ! Rappelez-vous le dialogue entre le Petit Prince et l'allumeur de réverbères : l'allumeur de réverbères continue d'appliquer la loi sans intelligence...

On distingue diverses sortes de lois :

- La loi éternelle : c'est la volonté de Dieu.
- La loi naturelle : par instinct (par participation aux pensées divines), les hommes connaissent les principes premiers de la loi morale (« faire le bien et éviter le mal ») et leurs applications pratiques les plus grossières (préserver sa vie, avoir une progéniture et veiller sur elle, ne pas tuer, ne pas nuire sans raison, se soumettre à l'autorité, connaître la vérité, etc.), en lien avec la nature humaine. La loi naturelle un peu plus dans le détail correspond aux Dix Commandements. Dieu a révélé les Dix Commandements non pour enseigner un scoop, mais pour rappeler les principes que les hommes, diminués par le péché, perdaient de vue. St Augustin dira que Dieu est intervenu en « écrivant sur une pierre ce qui était écrit dans leurs cœurs. » (cf CEC §2070-2071 et VS §12). De nos jours, certains sont allergiques à l'idée de 'loi naturelle', tout d'abord parce qu'elle suppose une 'nature humaine' (donc Quelqu'un qui l'a établie), et aussi parce qu'elle se pose comme universelle, incontestable, obligatoire.
- La loi divine révélée : ce que Dieu révèle dans la Bible, à la fois pour guider nos actions extérieures, mais aussi pour nous dire dans quel esprit nous devons les accomplir (ce dont se moquent les lois humaines positives). La Loi Ancienne est celle des Dix Commandements. La Loi Nouvelle est celle dictée par l'Esprit Saint dans nos cœurs, c'est la loi de la Charité, c'est la vie de la grâce en nous.
- La loi humaine positive (élaborée après réflexion) : ce sont les lois et règlements écrits, lois civiles, lois ecclésiastiques. Elle doit respecter la loi naturelle, et être aussi juste que possible. Elle peut évoluer, peut admettre des dispenses (notamment des privilèges), peut spécifier des circonstances (elle n'est pas universelle), mais elle n'est pas pour autant à mépriser. Elle oblige en conscience, tant qu'elle ne s'oppose pas à la loi naturelle (elle ne serait pas une loi) ou la loi divine révélée (je demande le droit à l'objection de conscience).

La coutume

La coutume est un droit non-écrit qui a été ratifié par le consentement (ou la non-opposition) du législateur. Dans l'Eglise, on considère qu'une habitude a force de coutume au bout de trente ans. Dans des sociétés humaines de type ancestral, les coutumes sont les seules lois en vigueur, et elles permettent la vie sociale. Se sont des lois humaines positives, mais non-écrites.

Les dernières volontés

Un testament écrit, une dernière volonté orale, prennent une importance presque sacrée de par leur lien avec la mort de la personne : c'est comme si elles pouvaient se targuer du poids de la vie humaine ! En fait, ces volontés n'ont pas de caractère sacré, absolu : elles sont soumises à la droite raison, et au jugement des vivants qui reçoivent ces injonctions. Dans la mesure du possible, on les respectera. Mais sans plus.

Ex : Avant de mourir, ma mère me demande de me marier avec Tanguy, informaticien...

Ex : Comme testament, je demande d'être vengé de mon médecin qui n'a pas su me sauver !

Applications pratiques :

Pierre le Grand, Tzar de toutes les Russies, décréta en 1704 un « impôt sur la barbe ». Il voulait forcer les gens à se raser afin de rentrer davantage dans les canons de la beauté occidentale,

qu'il jugeait plus avancée en terme de civilisation. Pour être juste, l'impôt était proportionnel au rang social occupé : échelonné de 100 roubles pour à noble à ½ kopeck pour un paysan. Comme les saints représentés sur les icônes russes étaient tous barbus, il dut consentir à exempter de l'impôt les religieux, qui faisaient de l'objection de conscience... De quel type de loi s'agit-il ? Est-ce une loi juste ? Pouvait-on moralement s'y opposer ? Ou s'y soumettre ? Jusqu'où le Tzar pouvait-il moralement contraindre ses sujets à appliquer cette loi ? L'objection de conscience des religieux était-elle fondée ?

C'est une loi humaine positive, un décret de loi émanant du législateur suprême ; elle ne concerne pas tout le monde (juste les hommes). Elle n'a pas de fondement dans la nature (on pourrait même dire qu'en raison des grands froids sibériens, elle aurait eu plutôt des fondements opposés à la nature...). On peut donc dire que c'est une loi injuste. Pour coller aux canons de la beauté occidentale, chose qui du reste n'avait d'intérêt que pour sa Cour, il aurait pu se contenter de montrer l'exemple (ce qu'il fit, se contentant d'une moustache) ou de lancer une mode (la Cour réagit aux modes !). Mais il eut le réflexe de l'impôt, qui est une forme de contrainte. On pouvait donc moralement s'opposer à la loi, et préférer l'amende, voire refuser aussi de payer l'amende et montrer les dents. C'est ce que firent beaucoup de paysans et de religieux, au nom même de leurs convictions religieuses. Bon, leurs convictions étaient mal fondées (conscience morale erronée), parce que nulle part dans la Bible il n'est question du port de la barbe à titre religieux. Le fait est que, de la part du Tzar, le motif de la loi est bien faible : faire comme en Europe ; tandis que de la part des religieux, le motif est plus fort : suivre sa conscience. Donc, moralement, les religieux pouvaient désobéir en allant assez loin dans l'expression de leur révolte, mais le Tzar ne pouvait pas contraindre par la force physique les récalcitrants. La seule contrainte qu'il imposât fit d'interdire l'accès aux villes aux hommes non rasés... à ceci près que l'impôt étant annuel, si on pouvait prouver que l'on s'était rendu chez le barbier dans l'année (le barbier remettait au rasé un jeton de bronze émanant de l'Etat), on était quitte de rentrer en ville (même avec une barbe de onze mois...). L'impôt a été abandonné par Catherine II... soixante ans plus tard...

Je me pointe à l'enterrement de mon grand-oncle habillé en blanc, parce que nous sommes en plein mois de Juillet dans le Sud de la France. Tous les gens me regardent de travers... Un cousin ose même me dire « tu aurais pu t'habiller autrement ». Non, mais, de quoi se mêle-t-il ?

Il se mêle de la coutume ! Dans notre société, la couleur du deuil est le noir, ou du moins les couleurs sombres, parce que nous y attribuons une valeur symbolique : la peine de voir partir le défunt.

J'écris dans mon testament que je ne veux pas être enterré à l'église. Mais cela choque mon épouse, à qui pourtant je l'avais aussi signifié par oral. Elle demande que je sois enterré religieusement. Mon meilleur ami, quand il apprend la chose, peut-il lui faire un procès, même après coup ?

Non : les mesures testamentaires n'ont pas de portée contraignante. Certes, un notaire les fera appliquer quand elles sont matériellement applicables (comme les dons financiers, qui sont réputés avoir eu lieu avant le décès), mais sans plus. On a le droit de refuser un héritage, ou de l'accepter, dans sa globalité, sachant que celui qui hérite des biens hérite aussi des dettes. Tout ce qui concerne le post-mortem (enterrement) n'est pas contraignant.

Questionnaire de fin de cours :

Qu'est-ce que le droit ?

Le droit, c'est ce qui est juste.

Que me faut-il pour revendiquer mon droit ?

Il me faut avoir un titre de revendication.

Quelles sont les caractéristiques d'un droit ?

Un droit est exigible et renonçable (s'il ne contredit pas la loi naturelle).

Qu'est-ce qu'une loi ?

La loi, c'est « un ordonnancement de la droite raison, émanant de celui qui a l'autorité, promulguée en vue du bien commun ».

Qu'est-ce que la loi naturelle ?

C'est l'ensemble des obligations morales qui découlent plus ou moins directement de la nature humaine. La loi naturelle n'est pas négociable : elle doit être respectée, ne peut pas être renoncée.

L'obligation d'aller à la Messe le Dimanche est-elle une loi divine révélée ?

Non : c'est la sanctification du jour consacré à Dieu qui l'est ; l'obligation de la Messe est une loi humaine positive (ecclésiastique, canonique) ; mais elle n'est pas méprisante pour autant.